

Pierre Naville

## **Que signifie le programme du Front populaire ?**

Janvier 1936

Les dirigeants du Front populaire viennent enfin de publier leur programme. Pendant six mois, on n'a rien pu obtenir. L'approche des élections a rompu les scrupules de ces messieurs. Voyons donc ce programme, qui a été intégralement approuvé aussi bien par MM. les ministres radicaux, que par les communistes.

### **Que propose ce programme ?**

Un ensemble de mesures qui sont, en partie d'utopiques illusions petites-bourgeoises, en partie des mesures qui serviront parfaitement bien la bourgeoisie. En tout cas on n'y trouve rien qui serve réellement les intérêts du prolétariat.

Voyons d'abord les « revendications économiques ». On propose un Fonds national de chômage, la « réduction de la semaine de travail », un régime de retraites suffisantes pour les vieux travailleurs », enfin la grande panacée, le plan des grands travaux ». Quant à la crise agricole, on propose la « revalorisation des produits de la terre », l'Office des céréales, le soutien des Coopératives agricoles et le développement du crédit agricole, ainsi que « l'aménagement des dettes ». Quant aux décrets lois, on abolira « aussi rapidement que possible » les « injustices qu'ils comportent » !

Toutes ces formules électorales ne font de mal à personne. Pourquoi ne dit-on pas qu'il faut réduire la semaine de travail à 40 heures ? Qu'est-ce que « l'aménagement des dettes et le développement du crédit à la campagne », sinon la mainmise étendue des banques sur la paysannerie pauvre et endettée ?



Quant au plan de grands travaux, chacun sait qu'avec le développement technique ils n'emploieront qu'un nombre très réduit de chômeurs, à des tarifs de famine, mais que par contre ils enrichiront les gros entrepreneurs.

Mais, qu'il s'agisse de grands travaux, d'offices, ou de fonds national de chômage, où prendre l'argent ? Dans le budget de la guerre et de la police, pensez-vous ? Erreur ! On fera payer les riches ? Voyons ça.

On propose de réglementer la profession de banquier, et quelques propositions analogues qui faisaient partie du programme de Flandin. Quant à la Banque de France, on propose d'en faire, selon une formule chère à Marthe Hanau, la « Banque de la France ». De la France des banquiers et industriels, sans doute ? En tout cas, on évite soigneusement le mot « nationalisation ». On envisage à ce propos « l'élargissement des pouvoirs du gouvernement » (bourgeois) et des « forces organisées du travail ». De Wendel et Jouhaux côte à côte, ça ne les changera guère ! Cela paraîtra peut-être un peu plus nouveau à Racamond.

Mais tout cela ne nous explique toujours pas comment on « fera payer les riches ». On propose alors une « réforme » du système des impôts : « détente fiscale » (au profit des gros industriels forcément) et « majoration de l'impôt général sur les revenus supérieurs à 75 000 francs ». Voilà qui va faire bien peur aux « 200 familles » et même aux quelques milliers d'autres qui disposent d'un revenu de plus de 75 000 francs par an ! D'ailleurs, on n'indique pas quelle sera la progression du taux au-dessus de cette somme ; c'est plus prudent ! On parle bien aussi de taxer les monopoles de fait. Mais comment ? On n'en dit rien. Quant au contrôle des sorties de capitaux, cela ne peut que faire rire MM. les capitalistes. Car enfin, tant que le gouvernement sera bourgeois et capitaliste, que craignent-ils ?

Et voilà. Le programme ne contient rien d'autre !

Les masses laborieuses chercheront vainement en quoi ce programme, fait par des bourgeois, peut les intéresser. On n'y trouve même plus les revendications de la CGT ou du PS. On évite soigneusement de donner des précisions.

C'est un véritable piège à gogos, un miroir aux alouettes pour les foules du Front populaire, dont MM. Herriot, Patenôtre, Paul Reynaud et **Daladier** doivent bien rire sous cape.

À noter qu'on ne dit rien sur la stabilité du franc.

Les mesures proposées sur le terrain politique sont du même genre : collaboration de classes, au profit de la bourgeoisie.

Jetons-y un coup d'œil.

Sur la question fondamentale de la guerre, toutes les mesures proposées ne peuvent que servir la bourgeoisie et l'État-major. En effet, on appelle « la collaboration du peuple, et notamment des masses laborieuses », pour « l'organisation de la paix » : en langage clair, on propose que les ouvriers appuient la politique d'union sacrée et tendent le cou au boucher.

On appuie sous toutes ses formes le programme de la SDN impérialiste, les alliances militaires. On demande la nationalisation (capitaliste) des industries de guerre, chose que le régime fasciste allemand a réalisée.

Pas un mot sur le budget de la guerre ! Pas un mot sur la politique militariste en France et aux colonies. On comprend trop bien comment coïncident les intérêts de la diplomatie russe, ceux de l'état-major et ceux de MM. les chauvins radicaux et autres.

Tout le reste du programme politique n'a aucun intérêt pour les travailleurs, surtout au lendemain des lois super-scélérates qui viennent d'être votées par toute la gauche du

Parlement ! On réclame par exemple « l'amnistie générale », c'est-à-dire aussi pour les fascistes et autres. On demande une fois de plus la dissolution des ligues « conformément à la loi », c'est-à-dire à la loi qui vise avant tout les organisations ouvrières. À propos de la presse, on exige des journaux qu'ils « rendent publique l'origine de leurs ressources » ...

Toutes ces soi-disant mesures sont, ou bien des utopies absolues, ou bien des hypocrisies destinées à masquer la continuation de l'exploitation capitaliste, que MM. les radicaux continueront au même titre que Laval et Cie. Et par-dessus le marché, Blum et Thorez les aident et les aideront à tromper les masses, à les jeter dans la prochaine boucherie.

Voilà pourquoi nous repoussons entièrement ce programme, dont nous dénonçons la duplicité. Encore une fois, il faut dresser le front de classe des ouvriers, batailler pour une action révolutionnaire contre les « plans » de ces messieurs de droite ou de gauche. Sinon, c'est une nouvelle expérience douloureuse et sanglante que la classe ouvrière traversera...

Révolution, 17 janvier 1936